



CHRISTINE LAGARDE
MINISTRE DE L'ÉCONOMIE, DE L'INDUSTRIE ET DE L'EMPLOI

<http://www.economie.gouv.fr>

Paris, le 18 janvier 2010

**Discours de Christine LAGARDE, Ministre de l'Économie, de l'Industrie et de l'Emploi,
lors des grandes conférences catholiques
- Bruxelles le 18 janvier 2010 -**

Monsieur le Président des Grandes Conférences Catholiques, Maître Emmanuel CORNU,
Mesdames, Messieurs, Chers Amis,

La crise dont nous allons parler ce soir m'a souvent conduit sur le chemin de Bruxelles. Dans cette ville, où lorsqu'un ministre de l'Économie français vient exposer les ambitions de sa politique économique il se heurte généralement à la suspicion de ses collègues de l'Ecofin ou de l'Eurogroupe qui lui rappellent ses engagements en matière de déficits...

Je sais pourtant que notre analyse est partagée par nos collègues belges : seule une intervention rapide et massive des Etats a évité, qu'avec l'effondrement mondial des bourses et le tarissement du crédit, les économies ne perdent tout leur oxygène. Je vous rappelle qu'au 4^{ème} trimestre de l'année 2008, le commerce mondial s'était contracté de 7%, suivi d'une nouvelle baisse de 11% au 1^{er} trimestre 2009. Toutes les Bourses avaient perdu leur boussole et le PIB mondial connaissait une baisse de 1,2% au tournant de 2008 et 2009. Pour éviter la thrombose des circuits de financement de l'économie, les Etats ont décidé collectivement d'intervenir en réanimateur et d'apporter un peu de respiration artificielle au risque d'entraîner parallèlement une hausse subite des déficits. « Il y a certaines fois où on ne peut pas s'occuper de savoir si on a mal ou pas » expliquait le Président OBAMA lorsqu'il décida d'engager un *stimulus package* de 787,2 Mds\$.

Certes les déficits ont été un « mal nécessaire » pour répondre à toutes les crises qui ont jailli dans la crise – crise de liquidité, crise de solvabilité, crise de confiance des établissements financiers entre eux ; mais alors que s'amorce la reprise, une des priorités pour les politiques publiques sera de ramener ces déficits à des niveaux raisonnables et soutenables. L'essentiel reste inchangé : Français, Belges ou Américains, nous avons accepté, pour la première fois, de définir ensemble des principes d'action communs et de conduire leur mise en œuvre pour faire face à la première crise de la globalisation.

* * *

Au XV^{ème} siècle, un Européen découvrit que la terre était ronde, c'était le Portugais Christophe COLOMB. Au XXI^{ème}, un éditorialiste new yorkais, Thomas FRIEDMAN, pouvait affirmer à nouveau *the world is flat*, la terre était redevenue plate. Pour beaucoup, la chute du Mur de Berlin marquait la fin de l'histoire et le triomphe de la démocratie de marché. La fin, aussi, des frontières commerciales et politiques, avec la globalisation économique et la révolution numérique.

Ce mouvement a été stoppé net au mois de septembre 2008, et les Etats – dont on n'avait pas oublié l'utilité en cas d'urgence – vinrent éteindre beaucoup d'incendies qui avaient éclatés sur tous les marchés.

Seul le prononcé fait foi 1

En somme, aussi violente fut-elle, cette crise nous a amené à devenir, tour à tour I- philosophes pour en modifier les ressorts les plus profonds ; II- puis physiciens capables de réagir dans l'urgence pour en prévenir les conséquences et de réunir les conditions d'une catalyse collective dans le but de définir une nouvelle alchimie ; et III- psychanalystes pour bousculer des règles auparavant bien établies, au chevet d'un capitalisme malade de ses excès.

I- Principe d'action vs Principe théorique, l'Etat philosophe et les raisons de la crise

La crise que nous avons traversée n'est pas une crise comme les autres, un héros de bande-dessinée aurait pu dire qu'en 2009 « le ciel nous est tombé sur la tête ». Un tel choc ne pouvait que poser la question de notre organisation et des mécanismes qui nous y conduits. Une remise en cause à la fois existentielle et morale.

Oikos maison et *nomos*, gérer, pour les Grecs l'économie était l'art de bien administrer sa maison, ses biens et la cité « dans l'intérêt de la famille » et « en vue d'une vie heureuse ». A cette noble activité, Aristote opposait la « chrématistique », l'enrichissement et la spéculation qu'il condamnait fermement, au motif qu'elles détournaient l'économie de ses véritables fins. Les *as* et les *cracks* de la finance d'avant la crise, n'étaient guère éloignés des chrématistes des Anciens. Ils avaient pour *Alma Mater* certaines formules mathématiques dérivées des mouvements browniens ; et pour mythologie, celle d'une expansion sans fin des économies développées, affichant les mêmes orientations orthodoxes, paraissaient s'être libérées de la tyrannie des cycles économiques de KONDRATIEV et de SCHUMPETER.

La mondialisation était « heureuse ». Qu'on en juge : le niveau de revenu par habitant dans les pays les plus pauvres a été multiplié par trois au cours du XX^{ème} siècle ; entre 1970 et 2010, le salaire médian des Français a doublé, passant de 750€ à 1500€ par mois ; pour la seule année 2008, près de 32 000 emplois ont été créés ou maintenus en France grâce aux investissements étrangers, 641 projets recensés, douze décisions d'investissement par semaine.

Pourtant, depuis les années 1990, nous aurions pu et dû être alertés car une succession de crises et de bulles a frappé plusieurs pays tour à tour. L'orage éclatait dans un ciel sans nuage. A la périphérie du système –l'Amérique latine, les dragons d'Asie, la Russie, mais aussi au cœur des pays développés –la crise immobilière, la bulle Internet... Beaucoup de pays, émergents ou non, en pleine croissance et appliquant avec vertu des politiques d'ouverture et de concurrence, se sont trouvés parfois privés d'investisseurs. La fuite en avant de la concurrence règlementaire, qui les avait rendus si attractifs auparavant, n'avait pas empêché d'autres territoires de réduire leurs exigences et leur contrainte afin de capter de nouveaux clients. Au point de former en divers endroits de véritables trous noirs de la finance...

Le marché sans règles est comme la démocratie sans loi, la raison du plus fort y est toujours la meilleure. Son fonctionnement fait résonner la pensée de Lacordaire, inspirateur du catholicisme moderne : « entre le fort et le faible, entre le riche et le pauvre, entre le maître et l'esclave, c'est la liberté qui opprime et la loi qui affranchit ». Si le capitalisme n'est pas par essence moral, il entretient forcément un rapport avec la morale et la norme. De Platon à Keynes et Friedman, en passant par Luther et Adam Smith, philosophes, puis économistes ont décrit le rôle de l'économie, ses formes et son intégration dans le système de valeurs de l'époque et donc son éthique. A l'échec des « principes théoriques » du marché sans règles et de l'impuissance du politique, je préfère le « principe d'action ». Celui qui regroupe des valeurs, l'Espérance aussi, pour laquelle un homme est prêt à se lancer et se risquer.



Entre Espérance et juste mesure, à nous de réinventer le « risque » à condition de mettre au point la bonne boussole qui permet de mieux se repérer dans un capitalisme mieux maîtrisé.

Isaac NEWTON, qui était un génial physicien mais peut être un piètre économiste, avait perdu beaucoup d'argent lors du krach de la South Sea Company en 1720. Ce qui lui fit dire, désabusé: « Je sais calculer les mouvements des corps pesants mais pas la folie des foules ». C'est aux gouvernements que revient le soin d'agir pour moraliser, réguler, encadrer, modérer pour éviter la survenance de nouvelles crises et leurs répliques sur nos concitoyens. Une action, celle de la crise, entraînant une réaction immédiate des Etats ; ils se muèrent en physiciens.

II- Principe d'action vs principe de réaction, l'Etat physicien et la réponse à la crise

J'ai l'habitude de mentionner deux principes de vie -que j'applique également dans ma vie personnelle- et d'action politique : la confiance et la lumière en toute chose. La confiance est nécessaire à une société pour se sentir unie, et à une économie pour entrer dans une phase de croissance durable. La lumière garantit le suivi et la responsabilité des actes de chacun, c'est l'exigence de bien être orienté. Ces deux motivations ont conduit la France, quelques jours après la débâcle de la banque Lehman Brothers, dans le cadre de la Présidence Française de l'Union Européenne (PFUE) à demander la réunion du G20. J'ai le souvenir d'une journée de négociation entre Nicolas SARKOZY et Georges BUSH à la résidence présidentielle de Camp David. Il fallait décider rapidement de la date et du lieu d'un sommet international pour rétablir la confiance sur les marchés. Le Président de la Commission européenne, José Luis BARROSO était également présent.

L'Union européenne a de bonnes raisons de plaider la cause d'une coopération internationale sincère et inclusive : sur les 40 textes considérés par les Nations Unies comme constitutifs du socle de la gouvernance mondiale -avant la crise, l'Europe en avait ratifié 37, les Etats-Unis et la Chine, respectivement 17 et 11. Depuis, bon nombre d'idées européennes ont infusé les décisions internationales, rejoignant ainsi la prophétie d'Alexis de TOCQUEVILLE : « jamais les deux continents ne pourront vivre entièrement indépendants l'un de l'autre : il existe trop de liens naturels entre leurs besoins, leurs idées, leurs habitudes et leurs mœurs. » Main dans la main, en associant les pays émergents, nous avons organisé une riposte coordonnée. Les réunions du G20 à Washington, Londres, puis Pittsburgh ont ainsi permis de décider de mesures destinées à refonder la régulation du système financier international. Les causes, connues, devaient être traitées en profondeur. Seule une *meilleure* régulation -et je dis bien pas nécessairement *plus* de régulation, garantit la confiance et de stabilité sur les marchés.

Correctement organisée, elle n'étouffe pas la liberté individuelle et peut laisser s'épanouir une concurrence saine par le traitement équivalent de tous les talents. Trois grandes réformes ont donc été engagées pour ramener dans le giron de la régulation internationale, ceux qui échappaient auparavant à tout contrôle, que ce soit (1) les hommes (2) les règles ou (3) les territoires.

1. Les hommes

Nous avons adopté des principes communs d'une politique salariale responsable et pérenne. Des mesures très concrètes ont été décidées pour interdire les bonus garantis, pour introduire, comme dans le système des assurances un dispositif de malus en face de celui des bonus ainsi que le paiement différé d'une fraction significative des bonus. Un cycle économique, même court, ne peut pas être réduit à une performance, positive ou négative, réalisée en une année seulement. Nous avons fixé un horizon de trois ans pour le versement des bonus.

2. Les règles

Il nous a fallu aller plus loin et repenser tout l'édifice bancaire et financier. Les règles de supervision sont désormais plus solides avec (i) plus d'exigences de fonds propres pour les banques et (ii) la réforme des marchés dérivés pour accroître leur transparence et réduire les risques. Sur les *hedge funds*, qui représentaient jusqu'à 2100 Mds\$ de placements avant la crise et plus de 50% des opérations sur les marchés certains jours, le G20 est parvenu, là aussi, à un accord pour imposer à ces fonds une régulation spécifique : immatriculation obligatoire, transparence dans la gestion, contrôle des engagements des banques vis-à-vis de ces fonds. Nous avons enfin obtenu des avancées significatives sur les agences de notation, qui ont une lourde part de responsabilité dans cette crise, celle de la mauvaise appréciation des risques. Depuis une initiative engagée par la présidence française de l'Union européenne, elles doivent désormais s'inscrire dans un registre européen. Un code de bonne conduite permet d'éviter les conflits d'intérêts et de garantir des notations différenciées : on ne note pas des Etats, des entreprises et des produits financiers selon les mêmes critères !

3. Les territoires

S'agissant enfin des juridictions non coopératives, nous avons élaboré, à Londres, une liste des Etats non coopératifs et engagé, à Pittsburgh les premières mises en demeure. Nous sommes entrés dans la 3^{ème} phase de la lutte engagée au G20 contre les paradis fiscaux, pudiquement dénommés « juridictions non coopératives ». Plus de 150 accords d'échange d'information ont été signés et des sanctions pourront être adoptées à partir de mars prochain contre ceux qui ne se conformeront pas aux règles internationales en matière fiscale. Eclairer les trous noirs de la finance par une juste lumière, c'est tout le sens de notre action qui se traduit concrètement en Droit français à travers le Projet de loi de finances 2010.

En France, nous avons choisi de nous doter d'un dispositif de sanction efficace de taxation des rémunérations perçues en provenance des paradis fiscaux. Nous ne pouvons pas rester à la pointe de l'initiative internationale en la matière sans être exemplaire dans notre système national. Sur le fond, nos mesures reprennent les recommandations du G20. Je me réjouis d'ailleurs que le Congrès américain comme le Bundestag aient été saisis de projets similaires de lutte contre l'évasion fiscale dans les paradis fiscaux. Le regard sur ces « maux nécessaires » a bel et bien changé. La lumière est source de bienfait.

A bien des égards, toutes ces avancées n'auraient pu avoir lieu sans une dose d'audace et de ténacité –certains diront naïveté et acharnement. Nous avons pourtant apporté la preuve que le G20 agit comme la meilleure tour de contrôle de l'économie mondiale.

En un an, les *spreads interbancaires*, qui mesurent l'écart entre les prix demandés par les acheteurs et les vendeurs, et permet de prendre le pouls de la confiance entre les établissements bancaires, se sont détendus aux Etats-Unis et en zone euro pour retrouver un niveau comparable à celui atteint avant la faillite de Lehman Brothers. Des moyens supplémentaires ont été apportés aux institutions financières internationales : (i) les ressources du FMI ont triplées, il dispose désormais de 500Mds\$ de moyens d'intervention, et depuis novembre 2008, il a pu engager plus de 150 Mds\$ en faveur des pays affectés par la crise ; (ii) le rôle du Conseil de Stabilité Financière a été conforté dans ses missions, en lien avec le FMI dans un exercice de surveillance des risques économiques et financiers de l'économie mondiale. Certes, il a fallu ramer parfois à contre-courant pour prendre certaines idées-reçues à contre-pied, mais nous avons progressé dans des domaines qui paraissaient impensables il y a encore un an. Du chemin a déjà été parcouru.

III- Principe d'action vs principe de transgression, l'Etat psychanalyste

Depuis le premier janvier 2010, l'œuvre de Freud est passée dans le domaine public. Vous me permettez donc d'emprunter au champ lexical psychanalytique les mots pour vous décrire la réalité des transformations engagées en 2009 et celles que nous allons poursuivre en 2010. En réalité, ce qui a changé depuis le début de la crise, c'est à la fois notre sens de la mesure et notre capacité de transgression combinés dans l'élaboration de solutions de sortie de crise. On a véritablement oublié le « prêt à penser » pour inventer d'autres chemins.

a/ Le sens de la mesure

Nous avons distillé en effet, sur les marchés, un certain sens de la modération. Après 2008, l'année du *too big to fail*, 2009 fut celle du *too greedy to change*. Comme en écho à la lutte de Saint-Augustin contre « l'habitude, cette seconde nature ». Un encouragement aussi, à ne pas baisser les bras. Le principe d'une taxation des bonus et d'un engagement fort de l'Etat pour veiller à inciter les banques à financer les ménages et les entreprises découlent directement de cette transgression érigée en principe d'action.

En France, j'ai décidé de taxer cette année exceptionnellement les bonus des banques. J'attends de leur part moins d'entrain à verser des bonus et plus d'énergie à alimenter la machine économique en accordant du crédit aux ménages et aux entreprises, les PME en particulier. Après l'intervention des Etats pour éviter des faillites en cascade, il est légitime que les citoyens et les contribuables soient associés aux profits exceptionnels des banques au titre de l'année 2009. Comme il est légitime que les banques fassent preuve de discipline et de modération dans le versement des bonus en 2010. C'est une mise en garde afin d'éviter que l'histoire ne se répète. La priorité doit aller au renforcement des fonds propres pour financer l'économie et au service de l'intérêt général. J'ai d'ailleurs souhaité que les 360 M€ ainsi récoltés servent à financier, en priorité, le fonds de garantie des dépôts qui assure la sécurité des déposants en cas de faillite de leur banque. Nous partageons sur ce point une total convergence de vues avec le Premier ministre Britannique Gordon BROWN et je me réjouis que nous unissions nos forces avec celles de la première place financière européenne pour prendre une mesure totalement inattendue de la part du monde anglo-saxon très éloigné de ce type d'action.

Par sens de la mesure, j'entends également la façon dont nous évaluons la qualité et la performance de nos économies. Les excès révélés par la crise nous ont conduits à imaginer des formes d'entreprises dont l'objectif serait de répondre, avec profit, à d'autres besoins que celui du profit. L'enjeu, cette fois, n'était pas de remplacer des courbes mathématiques par d'autres courbes mathématiques mais de replacer, au centre de l'édifice, un paramètre peut-être oublié : l'homme, son emploi, son pouvoir d'achat, l'éducation qu'il reçoit, son niveau de santé voire son bien-être, et oserais-je le dire, son « bonheur ».

Le Président SARKOZY a demandé à pas moins de cinq prix Nobel d'économie de se pencher sur cette question au sein de la Commission sur la mesure des performances économiques et du progrès, présidée par Joseph STIGLITZ, Amartya SEN et Jean-Paul FITOUSSI. La mesure du PIB, celle qui détermine depuis les années 30, la performance économique de tous les pays du monde, ne conserve plus toute sa pertinence. Comment considérer les réels progrès de tel ou tel pays dont le PIB affiche une croissance à deux chiffres alors que 1,8 milliards de personnes, soit plus de la moitié de la population active mondiale, travaillent sans contrat de travail ni prestations sociales [*données OCDE*]. J'ai la conviction que la commission STIGLITZ-SEN-FITOUSSI marquera l'avenir en tant qu'élément déclencheur de la réconciliation de la richesse des nations et du bien-être des individus. Pour être plus illustrative, je prendrai l'exemple de mon mariage avec mon jardinier. Aujourd'hui j'utilise les services d'un jardinier que je rémunère et dont le travail entre dans le calcul du PIB. Si demain, je m'éprends de mon jardinier et je décide de l'épouser, il est certain qu'il continuera à entretenir mon jardin mais cette fois sans contrepartie ni rémunération. Mon bien-être a augmenté mais le fruit de son travail, qui lui reste inchangé, en sera effacé... C'est un travail de longue haleine que nous avons commencé en Sorbonne au mois de septembre dernier, que nous poursuivons à Bruxelles aujourd'hui et je suis convaincue qu'il se prolongera en 2010, notamment à Davos à la fin du mois de janvier. Le Ministre allemand de l'économie entend d'ailleurs bien s'appuyer sur cette approche pour réfléchir à l'appréciation de la mesure. Je souhaite que la réflexion engagée au mois de septembre dernier, poursuive son chemin, sans tabous, sans a priori et sans craindre de faire tomber certains prêt-à-penser idéologiques.

b/ Un devoir de transgression

Transgresser, c'est franchir le Rubicon de l'ordre établi, ne pas se conformer à des règles acquises, intégrées et acceptées de tous, imaginer d'autres solutions jamais encore tentées. Cela revient alors à braver bien des interdits. En ce sens, la réunion d'un G20 au niveau des Chefs d'Etat et de Gouvernement a opéré une grande transgression dans l'ordre financier international. Les Etats ont réussi à se coordonner, entre émergents et émergés ; des décisions internationales ont été rapidement transposées et appliquées à des niveaux régionaux et nationaux ; un nouveau système économique mondial est en train de naître.

Le premier des défis du Sommet du G20 à Londres, c'était d'éviter que l'histoire ne bégaie. C'est-à-dire qu'elle reproduise les erreurs et les impasses de la Conférence réunis à Londres, en 1933 pour répondre à la crise économique et financière née en 1929. Les gouvernements du monde avaient alors été incapables de s'entendre sur une stratégie de réponse collective à la crise. Dans les mois qui suivirent, chaque pays fit le choix de conserver ou de renforcer des politiques égoïstes fondées sur la compétition monétaires, sur le protectionnisme commercial voire la fuite en avant politique. Les conséquences n'en sont que trop connus.

Cette erreur, les 20 plus grands Etats, représentant 85 % de la richesse du monde, des Etats-Unis à la Chine, de l'Australie au Brésil, de l'Afrique du Sud à l'Indonésie, en passant bien sûr par l'Union Européenne, ont refusé de la rééditer le 2 avril à Londres. Mieux, ils se sont décidés à doter le monde d'une institution pérenne et globale. La crise nous avait rendus plus libres d'imaginer de nouvelles solutions pour réguler les marchés. Le G20 a permis de penser une nouvelle gouvernance économique mondiale. Pour y arriver il n'y avait qu'un pas à franchir, celui de la transgression.

* * *

Pour conclure, je dirais qu'avec la crise, tout a changé et rien n'a changé.

a/ En apparence rien n'a changé...

Symbole par excellence de la crise bancaire, la banque britannique Northern Rock a été sauvée de la faillite par sa nationalisation le 17 février 2008, est redevenue un établissement « comme les autres » le 4 janvier dernier. Nettoyée de ses actifs toxiques regroupés dans une structure « poubelle », elle a même été créditée d'une excellente notation financière par l'agence Standard&Poor's, et doit être prochainement mise en vente.

En 2009 encore, 38 000 fusions acquisitions ont été annoncées, une baisse -peu significative- de 6,6% par rapport à 2008. En Europe, BNP Paribas a repris les activités belges et luxembourgeoises de Fortis. Les Caisses d'Épargne et les Banques populaires ont fusionnées, les sociétés de gestion de la Société générale et du Crédit agricole se sont retrouvées dans une filiale commune, Amundi.

b/... mais tout a changé

Le visage du capitalisme a été profondément modifié. A Wall Street, seules Goldman Sachs et Morgan Stanley demeurent des banques d'affaires à la fois mondiales et indépendantes, alors qu'elles étaient au nombre de cinq auparavant. Selon le *Rapport sur l'investissement dans le monde en 2009*, publié par la Conférence des Nations unies pour le Commerce et le développement (Cnuced), après une hausse ininterrompue des investissements directs étrangers de 2003 à 2007, ceux-ci ont chuté de 14% à 1697 Mds\$ en 2008.

Surtout, la décennie qui vient de s'écouler a vu la montée en puissance de pays de moins en moins émergents : (i) 300 entreprises issues des économies émergentes appartenaient au top 1000 des capitalisations boursières en 2009, trois fois plus qu'en 2000 [*source Ernst & Young*] ; (ii) les investissements vers les pays en développement représentaient 43% des flux d'Investissements Directs Etrangers dans le monde en 2008, deux fois plus qu'au début de la décennie [*source CNUCED*]. Le centre de gravité de la mondialisation s'est déplacé.

Comme l'a martelé le Président de la République, Nicolas SARKOZY, tout au long de la crise, celle que nous venons de traverser, n'est pas une parenthèse de l'histoire, une bulle de plus qu'il nous faudrait digérer. Tous les enseignements doivent en être tirés ; et de nouveaux chemins pour la croissance –le *green business* (« green is gold ») plus soutenable, le *social business*, *plus responsable*– méritent d'être explorés.



Mais quand on sait que Lord Adair TURNER, le nouveau président de la Financial Services Authority la FSA, l'organisme de supervision des établissements financiers en Grande-Bretagne se définit comme « un Français manqué » ; quand on sait également que le prochain Commissaire européen chargé du marché intérieur sera sans doute un Français et en l'occurrence Michel Barnier...

On imagine combien la crise a bouleversé tous nos repères : tous les espoirs sont permis. Il s'agit toujours et encore pour nous de transmettre nos idées, de chasser de nos esprits la tentation du déclin afin de continuer à éclairer le monde avec humilité et sans arrogance.

Je vous remercie.

Contacts Presse :

Cabinet de Christine LAGARDE - Jean-Marc PLANTADE / Elisa GHIGO : 01 53 18 41 35

Presse internationale : Bruno SILVESTRE : 01 53 18 41 35